

# Pour le Souvenir du Camp de Rieucros

N° 38 JUILLET 2024

## Édito

### La question de la nationalité



L'Affiche rouge

Ce numéro est né de notre inquiétude due à la mise en cause du « droit du sol » en France, c'est-à-dire aux modalités d'acquisition de la « nationalité » française pour des enfants nés de parents étrangers.

La question de la nationalité est intrinsèque à l'histoire de Rieucros. Les enfants de personnes internées à Rieucros, Thomas Rushin, Thomas Simanovitch, Jacqueline Ulanowska, parmi d'autres, sont nés en France. Ils furent déclarés Français.

150 femmes ont été internées à Rieucros au mois de juin 1940, principalement des ressortissantes de pays belligérants (Allemandes et Italiennes), fréquemment sous l'unique motif « nationalité ». Cependant, pour retourner à Paris, trois jeunes femmes juives, Ida Lorber et deux de ses compagnes, ont bénéficié de l'aide des services de la ville de Mende, dont Henri Bourrillon était le maire. Un tissu de solidarités s'est étendu. Ainsi, une Française a prêté la carte d'identité de son fils à Jacob Golbreich, le mari d'Ida. C'est le parti communiste allemand qui a procuré une nationalité française et des papiers d'emprunt à Jutta Lubisch, qui avait quitté Rieucros pour accoucher à Marseille, ainsi qu'à son mari, Anton Joos.

En écho à la panthéonisation de Missak et de Mélinée Manouchian, de ceux et celle de l'Affiche rouge, il nous est rappelé que des étrangers, parfois juifs, ont contribué à la libération de la France. Au sein du PCF, ils relevaient de la « main d'œuvre immigrée » (MOI). En Lozère aussi des étrangers firent partie des différents groupes de Résistance. De manière moins visible, des femmes qui avaient été internées à Rieucros y contribuèrent, en différents lieux. Parmi d'autres, citons Paula Ruess, Anni Haas, Dora Schaul. Interprète à Alès puis à Saint-Étienne, Janina Sochaczewska participa à la Résistance au sein de la section juive de la MOI à partir de 1942.

Ils et elles ont parlé d'internationalisme. Aujourd'hui, nous pensons transnationalité, une manière de se sentir partie prenante de différents pays et d'énoncer les privilèges et les devoirs qui nous incombent, tout particulièrement à l'égard des « étrangers ».

MD, HF, GR, AS

## SOMMAIRE

Édito	1
Ida et Jacob, une histoire d'immigrés	2
Exil et nationalité	3
Stanislas Ulanowski, Janina Sochaczewska, la MOI et Jacqueline	4
Livre : <i>Anatomie de l'Affiche rouge</i> , d'Annette Wieviorka	5
Les MOI, organisation et action dans la Résistance	6
Nouvelles de l'association	9

Coordonnatrice de ce bulletin n°38 : Anaïs.

# Ida et Jacob 1936-1998, une histoire d'immigrés

**1936. Lubartow. Shmuel possède terres, étang pour les carpes, moulin, à Lubartow en Pologne, au nord de Lublin.** Il décide de tout vendre. En effet, la montée du nazisme l'inquiète. Souhaitant que ses enfants et ses petits-enfants le suivent dans son projet d'immigrer en Palestine, il offre le voyage à ceux qui acceptent. Ils sont une dizaine. Il les aidera à s'installer.

elle est donc, désormais, une « ennemie » de la France. Elle est internée, d'abord à la prison de la Petite Roquette à Paris, le 2 octobre 1939.

Puis elle est transférée au camp de femmes de Rieucros, le 17 octobre 1939.

**1940. Rieucros.** En janvier 1940 Jacob rejoint Ida à Mende. Le 16 janvier, ils s'y marient. Mais Ida doit demeurer à Rieucros.

C'est ainsi que Hana Lorber, veuve qui vivait à Praga dans la banlieue de Varsovie, arrive à Tel Aviv avec ses filles, Ida et Bela. Oncles, tantes et cousins s'y retrouvent. La famille s'installe rue Allenby. Ils y créent un commerce d'argenterie, notamment d'objets religieux.

Très vite, elle multiplie les requêtes pour être libérée: le 26 février 1940 elle écrit à la commission de criblage du ministère de l'Intérieur; le 1<sup>er</sup> mars elle expédie un autre courrier pour avoir le droit de rejoindre Jacob à Paris où « il attend d'être appelé pour faire ses devoirs envers la France ». Les lignes qui suivent sont extraites du livre de Michèle Descolonges consacré à Rieucros:

**1937. Retour à Varsovie,** puis émigration à Paris. Ida Lorber a 21 ans, elle a des convictions communistes, milite et distribue des tracts. Cela ne plaît pas du tout aux Anglais qui gèrent la Palestine et font face à de multiples révoltes. Elle est expulsée et renvoyée en Pologne.

Après un court séjour en prison à Varsovie, sa caution est payée par les quelques membres de la famille encore en Pologne. Ida décide alors d'aller faire ses études à Paris.

Elle s'y rend en octobre 1937. Jacob Golbreich, son petit ami, demande un « passeport Nansen », pour pouvoir la rejoindre. Cependant, il finit par entrer clandestinement en France. C'est là qu'il reçoit une « non-réponse »

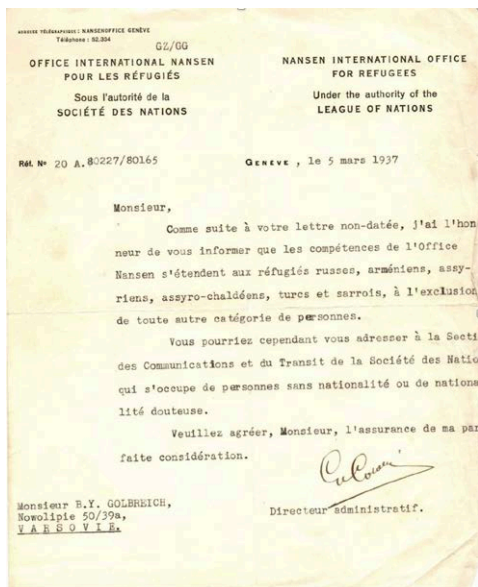
à sa demande, de la part des autorités (françaises, comme polonaises et suisses).

Ida et Jacob s'installent à Paris, rue de Tlemcen dans le XX<sup>e</sup> arrondissement.

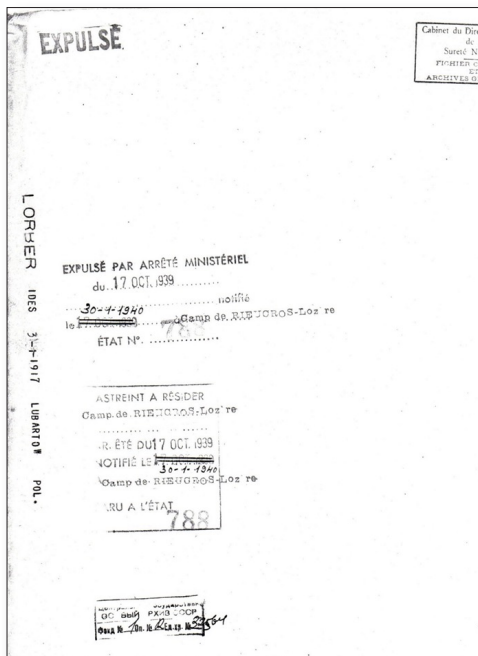
**1939. Déclaration de guerre.** Le 1<sup>er</sup> septembre 1939, la Seconde Guerre mondiale éclate. Le Pacte germano-soviétique est signé. Ida est connue comme communiste,



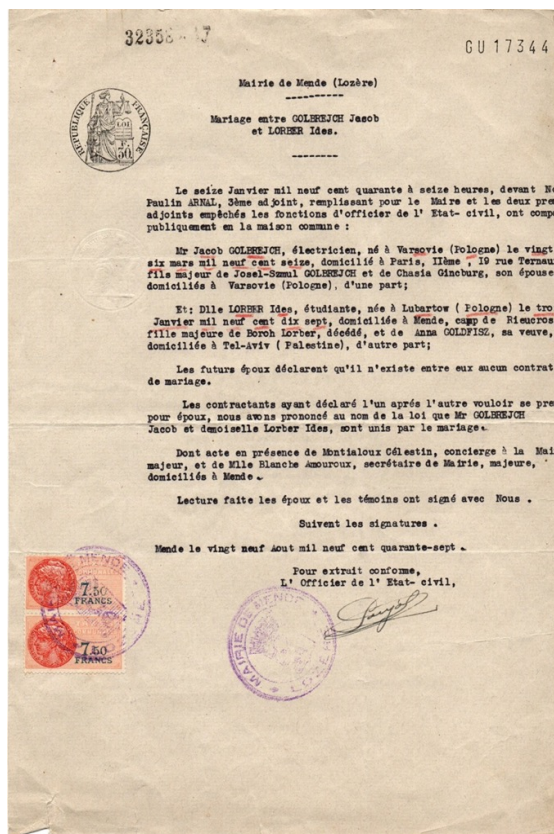
Ida à Rieucros. DR



DR



DR



DR

« À la suite de demandes de libération effectuées par Ida, le préfet de la Lozère répond le 7 mai 1940 au ministre de l'Intérieur: « Bien que cette étrangère ait toujours eu une conduite et une attitude correcte, j'estime qu'en raison du motif de son internement "Militante Communiste" [souligné], il convient de la maintenir au camp de Rieucros »<sup>1</sup>.

Un document daté du 4 août portant le tampon du maire de Mende indique qu'elle est dite « Réfugiée ». S'en suivent des validations du commissariat l'autorisant à rentrer à son domicile parisien<sup>2</sup>.

Le 17 septembre 1940, trois femmes, Reizea Katzmann, Esther Czyzyk et Ida Lorber-Golbreich, partent ensemble de Rieucros. Elles passent la ligne de démarcation le 19. Ida rentre à Paris où elle retrouve Jacob, mais la fin d'Esther Czyzyk est tragique: raflee le 16 juillet 1942 avec ses parents (rafle du Vel d'hiv), elle est déportée par le convoi n° 19 à Auschwitz.

**Années 1942-1945.** En juillet 1942, quand les persécutions contre les juifs s'intensifient, Ida et Jacob prennent contact avec la concierge de leur appartement, dont le fils a dû partir en Allemagne au titre du STO. Jacob récupère ainsi une carte d'identité au nom de Émile Doumalin (ça ne s'invente pas!).

## Exil et nationalité

### Que signifie la nationalité pour les individus à différentes périodes de notre histoire ?

Une nation est définie par le lien de la nationalité, c'est-à-dire la relation réciproque de droits et d'obligations entre un État et ses citoyens. La nationalité confère ces droits et obligations, comme le droit de vote, l'accès à la fonction publique ou l'assistance consulaire, et elle est souvent liée au secours fourni par les systèmes sociaux ou à la jouissance de certains droits fondamentaux. Les États octroient différents droits aux résidents sur leur territoire tandis que les étrangers sont souvent soumis à des règles spécifiques.

La nationalité détermine donc aussi des limites. Non seulement celles de l'État dont l'individu a la nationalité, mais des limites à la reconnaissance des droits de cette personne. Et cette différence devient très importante en temps de dictature et de guerre. Ainsi des personnes persécutées sous la dictature, qui ne sont pas protégées contre elle par leur nationalité. À quoi sert cette nationalité en exil ? Elle est plus un fardeau qu'une utilité.

C'était surtout le cas pour les Allemands en France, après la déclaration de guerre et l'Occupation. Dès lors la nationalité est devenue un fardeau et un danger. En 1938, la France, qui avait été une terre d'asile, a adopté

Nous ne savons rien de leurs activités durant les années 1942-1945, si ce n'est que, le 9 janvier 1945, Jacob reçoit un courrier du Front National de la Résistance attestant de sa participation aux actions de ce groupe.

**1955. Acquisition de la nationalité française.** Ida et Jacob ont ensuite deux enfants: Michèle en septembre 1945, Christine en mars 1950, mais eux ne sont toujours pas Français. Ils n'arriveront à obtenir la nationalité que le 6 février 1955, alors que leurs filles Michèle et Christine ont déjà 9 ans et demi et 5 ans.



DR

Ghislain Robert

1. Michèle Descolonges, *Un camp d'internement en Lozère, Rieucros, 1938-1942*, Toulouse, Presses universitaires du Midi, 2022, p. 113.

2. Id., p. 159.

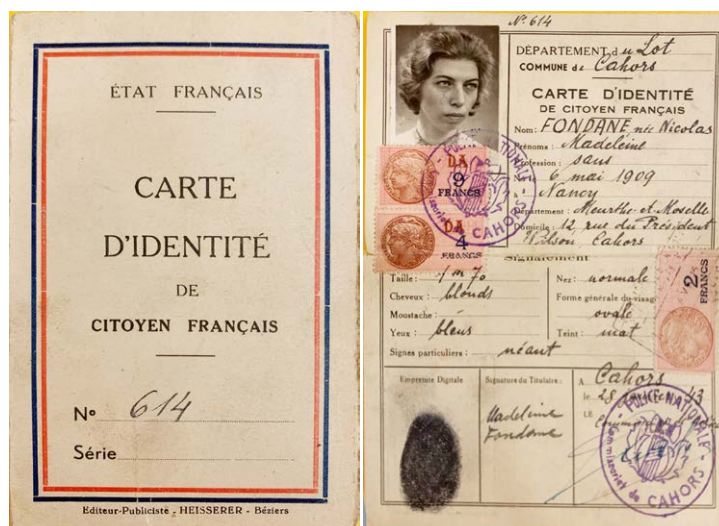
deux décrets (le 2 mai et le 12 novembre) sur le traitement des « étrangers indésirables » qui ont jeté les bases d'une persécution des réfugiés en raison de leur nationalité. Avec l'entrée en guerre, les « internements de ressortissants ennemis » ont commencé, renforcés par un décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939. De nombreux réfugiés, notamment politiques, ont été arrêtés de ce fait ainsi mes grands-parents, dans la nuit du 31 août au 1<sup>er</sup> septembre 1939 à Paris après l'invasion de la Pologne par l'Allemagne. La nationalité de leur pays d'origine ne les protégeait plus et un droit d'asile solide disparaissait. Ils avaient déjà tenté de se protéger et de protéger leur travail politique en utilisant des noms d'emprunt et de fausses identités. Dans ses mémoires, mon grand-père écrit qu'après des passages à la prison centrale de Fresnes, et à Paris à la prison de la Santé, il s'est retrouvé au camp du stade Roland Garros où il a appris d'un camarade du KPD [Kommunistische Partei Deutschlands, le Parti communiste allemand] que la police française le recherchait sous son nom d'emprunt.

Mon grand-père a sans doute pu se prévaloir d'un droit d'asile, de sorte que la « loi sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre » du 11 juillet 1938 l'a obligé à travailler sauf s'il s'engageait dans la Légion étrangère. C'est ainsi qu'il a été affecté en tant que prestataire<sup>3</sup> dans plus de 12 camps et autres lieux.

Au cours de leurs séjours dans les camps en tant que prestataires ou travailleurs forcés, la situation de mes grands-parents devint plus dangereuse, car le régime de Vichy coopérait avec les Allemands et ces derniers commençaient à fouiller les camps à la recherche de communistes, même dans la zone libre. Mes grands-

parents ont donc essayé de se glisser sous le couvert d'une nationalité française. Ma grand-mère a raconté qu'elle se faisait passer pour Française en utilisant une (fausse) carte d'identité. Mon grand-père a également écrit qu'il avait reçu fin 1943 une fausse carte d'identité de la part des représentants du KPD à Toulouse, qui l'identifiait comme un Français d'Alsace. Ce n'est que grâce à cela qu'ils ont pu échapper à la persécution jusqu'à la Libération.

Pour les citoyens de l'UE, de telles conditions sont aujourd'hui difficilement imaginables. Les ressortissants d'un État membre bénéficient de la citoyenneté européenne. Introduite en 1992 dans l'art. 8-1, du traité de Maastricht, elle s'ajoute à la citoyenneté nationale en vertu de l'article 9, 3<sup>e</sup> phrase et de l'article 20-1, 3<sup>e</sup> phrase, du traité sur le fonctionnement de l'Union



Fausse carte d'identité de la grand-mère de Bettina Joos. DR

cipales dans l'État membre où ils résident (art. 21 à 24 TFUE).

C'est la première fois que les citoyens de l'UE bénéficient d'une protection qui va au-delà de leur identité « nationale ». Un élément important pour la protection de la paix et de la sécurité dans l'UE. Il est donc essentiel de continuer à s'engager pour un véritable droit d'asile dans les États membres de l'UE, afin que les personnes ayant une nationalité moins privilégiée continuent à bénéficier d'une protection en cas de persécution.

Bettina Joos

3. Le « prestataire étranger » bénéficiait du droit d'asile en échange de la soumission à un travail obligatoire dans les CTE (compagnie de travailleurs étrangers) sous la III<sup>e</sup> République, puis les GTE (groupe de travailleurs étrangers), après la déclaration de guerre.

## Stanislas Ulanowski, Janina Sochaczewska, la MOI et Jacqueline

**Quand il arrive en France, en 1925, depuis la Pologne, Stanislas Ulanowski, 21 ans, est muni d'un contrat de travail avec la Compagnie des mines d'Anzin, dans le département du Nord.**

Il devient très vite un militant du Parti communiste français. Et quand il embauche aux usines Renault, dans la région parisienne, il récolte des fonds auprès des ouvriers polonais pour l'impression du journal *Le bolchevik de chez Renault*. Ceci n'est pas du goût de l'administration qui le suit de près, et il est expulsé en 1932 pour « propagande communiste ». Il est emprisonné à deux reprises, parce qu'il n'a pas respecté l'arrêt d'expulsion. En 1936, l'intervention de nouveaux députés du Front populaire lui vaut une libération... provisoire.

Puis, Stanislas Ulanowski est incorporé dans les Brigades Internationales, en Espagne. Il est blessé et il

revient en France, dans un train sanitaire, par Cerbère, le 14 septembre 1938.

Il apprend que la Pologne le déchoit de sa nationalité en raison de son engagement en Espagne. Et, puisqu'au moment de son départ « il n'était pas autorisé à résider en France », comme l'écrit élégamment l'administration, il est classé « indésirable » et escorté à Rieucros le 14 février 1939.

Revenons quelques années en arrière.

Au tout début des années 1930, Stanislas Ulanowski vit à Saint-Denis, près de Paris, avec Janina Sochaczewska. Leur fille, Jacqueline Ulanowska, naît en 1931. Née et déclarée sur le territoire français, Jacqueline est de nationalité Française.

Rappelons les grandes lignes de l'article du bulletin n° 25 de l'association, consacré à Janina Sochaczewska: sa naissance en Pologne en 1910 dans une

famille de tradition Hassidim, sa prise de conscience de l'antisémitisme et de la condition ouvrière misérable, son adhésion dès l'âge de 15 ans aux Jeunesses communistes. Lorsqu'elle parvient en France clandestinement, en 1929, elle prend sa carte au PCF. Dans le département du Nord, puis à Alès, elle anime la section MOI (main-d'œuvre immigrée) polonaise.



Janina à Rieucros (à gauche). Fonds Pauline Talens-Péris, AD

Ajoutons: Janina Sochaczewska est expulsée administrativement en 1933, parce que « Militante communiste. Constitue un élément extrêmement dangereux ». Elle bénéficie de « sursis conditionnels » grâce aux interventions de responsables syndicaux auprès de l'administration. Parmi ceux-ci, le 18 juillet 1938, Marcel Thibaud (secrétaire de l'Union départementale des syndicats ouvriers de la Loire) expose l'activité de Janina auprès des mineurs: « Mademoiselle Sochaczewska est connue dans le mouvement syndical depuis 1934, elle est employée dans divers syndicats et à l'Union départementale pour traduire différentes pièces concernant les accidents du travail, contrats, etc. et sert d'interprète dans nos organisations ».

Le camp de Rieucros étant désormais destiné à des femmes, le préfet de la Loire souhaite y faire conduire Janina dès le 13 octobre 1939. Le ministère de l'Intérieur lui demande de régler au préalable le sort de sa fille – laquelle est alors placée à l'assistance publique.

Janina Sochaczewska est internée à Rieucros le 20 octobre 1939. Après que les enfants ont été acceptés à Rieucros (juin 1940), elle obtient la présence de sa fille durant l'année scolaire 1940-1941. En août 1941, Jacqueline part « en vacances », c'est-à-dire est mise à l'abri dans la famille de son père.

Le camp est transféré à Brens le 13 février 1942. Janina obtient l'autorisation d'émigrer au Mexique, qui lui aurait été formulée par « Estella Longo » (Teresa Noce), à Marseille, en avril 1942. Elle prend la décision de rester en France afin de participer à la Résistance. Elle est connue de nombreux Polonais et il serait imprudent de se rapprocher d'eux: elle rejoint donc la section juive de la MOI, à Lyon, où elle s'occupe d'imprimeries clandestines.

Elle y rencontre Albert Goldman, avec lequel elle a un fils, Pierre Goldman, qui lui est « enlevé » par son père en 1947. Elle repart en Pologne en 1948 et revient définitivement en 1978 pour les obsèques de son fils.

Quant à Stanislas Ulanowski, le 6 octobre 1939, il a été transféré de Rieucros au camp du Vernet. L'administration le « remet aux autorités allemandes » le 4 juin 1941. Le 15 septembre 1944, il est exécuté au camp de concentration de Gross Rosen.

Michèle Descolonges

Sources: AN, 19940480/5; AN, 19940474/330; ADT, 495W29; Annette Wieviorka, *Ils étaient juifs, résistants, communistes*, Perrin, 2018, p. 240-241, 390; Arolsen archives (communiqué par Jean-Yves Potel).

## Lecture : Anatomie de l'Affiche rouge, Annette Wieviorka

Seuil, coll. « Libelle », 2024, 60 p

**Ce court essai d'Annette Wieviorka décortique l'histoire de l'affiche et ses enjeux sur deux plans chronologiques: 1943 lors de sa conception et 2023-2024 à l'occasion de la panthéonisation de Missak et Mélinée Manouchian.**

Il s'agit de combler les omissions de la mémoire en montrant les mécanismes de création de l'affiche en 1943 mais aussi en analysant comment les créations artistiques postérieures en hommage aux 10 fusillés qu'elle montre, ont pu contribuer à simplifier les faits,

occulter une partie des 23 protagonistes des FTP-MOI (Francs-tireurs partisans-Main-d'œuvre étrangère) de Paris voire distordre la réalité créant ainsi une « légende ».

Annette Wieviorka analyse les enjeux idéologiques qui sous-tendent la création de « l'Affiche rouge » (appelée ainsi à posteriori) pour l'occupant nazi. Les choix opérés ne doivent rien au hasard: que ce soit la sélection des 10 portraits parmi les 24 accusés, la place de chacun sur l'affiche, le texte qui les accompagne

ou encore le choix des couleurs, tout est décidé de façon millimétrée afin de servir et protéger l'armée du III<sup>e</sup> Reich. Il s'agit de créer un sentiment de rejet dans la population française en faisant passer les membres des FTP-MOI pour des criminels. Il n'est donc pas surprenant que l'affiche de propagande évite soigneusement les portraits de Résistants français auxquels les passants pourraient s'identifier. En outre, la judéité des membres choisis pour figurer sur l'affiche est omniprésente afin de servir l'idéologie nazie. L'auteure met en relief les distorsions et mensonges opérés pour manipuler les Parisiens – ces affiches étant placardées sur les murs de la ville et du métro.

La deuxième question qui est posée est celle de la transmission de la vérité historique. L'historienne s'interroge sur le choix de la panthéonisation de seulement deux des membres de l'Affiche rouge au détriment des autres. Ce choix, assumé par le président de la République Emmanuel Macron et un comité d'historiens, tend à faire du couple arménien Missak et Mélinée Manouchian les principaux artisans de la résistance étrangère en France. Or selon l'auteure, cette héroïsation occulte plusieurs aspects de l'histoire, notamment l'internationalisme et la solidarité de ce mouvement de résistance ainsi que le rôle du Parti communiste dans sa formation. Dans une lettre ouverte adressée au président de la République Emmanuel Macron publiée dans le journal *Le Monde* le 24 novembre 2023, Annette Wiewiorka ainsi que d'autres historiens, intellectuels, réalisateurs et descendants de fusillés, écrivaient :

« Isoler un seul nom c'est rompre la fraternité de leur collectif militant. Distinguer une seule communauté c'est blesser l'internationalisme qui les animait. »

## Les MOI, leur organisation et leur action dans la Résistance

**Les étrangers en Lozère ont été particulièrement impliqués dans la Résistance à l'Occupant et au régime de Vichy entre 1940 et 1944. Il ne faut jamais oublier que le premier maquis lozérien, organisé sur le plateau de l'Aubrac, à Bonnacombe, dès avril 1943, était exclusivement composé, à son origine, d'antifascistes allemands.**

Les étrangers sont relativement implantés dans l'économie et la société française dans les années 1930-1940. En effet, dès le XIX<sup>e</sup> siècle, la venue d'immigrés

Enfin l'essai pose la question de l'impact de l'affiche sur la population française en s'appuyant sur le rôle et la responsabilité des créations artistiques postérieures. Selon l'auteure les poèmes et chansons écrits à posteriori tendent à une simplification de l'histoire et à la construction d'une légende au détriment de la vérité historique. Deux poèmes sont particulièrement mis en avant. « Légion » écrit par Paul Éluard qui « omet deux éléments » : les étrangers des FTP-MOI de Paris étaient dans leur majorité juifs et « s'ils étaient patriotes » ils n'en n'étaient pas moins, pour certains d'entre eux, communistes donc internationalistes ; « Le groupe Manouchian » écrit par Aragon en

1955, qui omet également d'évoquer l'identité juive des membres du groupe. Ce poème, mis plus tard en chanson sous le titre « L'affiche rouge » par Léo Ferré puis repris par de nombreux interprètes, est très émouvant et met en avant l'amour qui unissait le couple Manouchian.

En recontextualisant les principaux événements, l'essai d'Annette Wiewiorka, accessible à un public non averti, fait œuvre pédagogique et pose un regard critique sur l'affiche elle-même ainsi que sur la construction d'une histoire qui n'est pas complètement fidèle aux faits. L'essai fait sortir de l'oubli les 21 autres Résistants qui s'étaient engagés dans les FTP-MOI de Paris.

Anaïs Montes

→ Pour en savoir plus : interview d'Annette Wiewiorka dans l'émission « 8 h 20 » de France Inter, diffusée le 3 février 2024.



les industriels (1924 : création de la Société Générale d'immigration, la SGI) qui ont besoin de bras pour la reconstruction du pays. Entre 1924 et 1930, un tiers des immigrants en France sont venus par la SGI, soit en moyenne 300 000 par an. Une nouvelle loi, en 1927, facilite la naturalisation (360 000 naturalisés recensés en 1931) tandis que l'école républicaine, le service militaire et le mariage conduisent à une intégration rapide. Les plus nombreux sont les Italiens (808 000 en 1931) fuyant la crise économique et le régime fasciste mussolinien, les Polonais (508 000 à la fin des années 1920), les Espagnols (351 900) et les Belges (253 000). Au début des années 1920 arrivent les ressortissants de l'Europe méditerranéenne (Grecs, Yougoslaves, Albanais, Arméniens), qui vont être 100 000, les Suisses sont 98 500, les Russes, pour beaucoup arrivés après la Révolution bolchevique, sont 72 000. La communauté allemande – 30 700 en 1931 – va s'étoffer après 1933 avec les réfugiés fuyant en 1935 la Sarre annexée au Reich, la répression politique, les persécutions antisémites. Puis, au début de 1939, la victoire de Franco en Espagne, conduit des centaines de milliers de Républicains espagnols et des milliers de combattants étrangers volontaires des Brigades internationales sur notre territoire national.

La décennie 1930 fragilise cependant la situation des 2,5 millions d'étrangers en France : la crise économique, depuis 1931, leur ferme le marché du travail et des Polonais, Italiens et Espagnols subissent des mesures d'éloignement. L'afflux de réfugiés Juifs allemands et opposants expulsés par les régimes autoritaires européens entraîne un durcissement de la politique française : entre 1931 et 1936, 120 000 travailleurs polonais sont ainsi reconduits à la frontière. La radicalisation des conflits politiques, à partir de 1933, entraîne la création par la III<sup>e</sup> République de camps d'internement. Le décret-loi du 12 novembre 1938 instaure cette politique d'enfermement et d'exclusion et de celui du 21 janvier 1939 découle l'ouverture du premier de ces camps, celui de Rieucros, à Mende, le 14 février 1939. De nombreux travailleurs et réfugiés immigrés vont adhérer, à leur arrivée en France, aux organisations syndicales et politiques proches de celles auxquelles ils avaient pu adhérer dans leur pays. Toutefois, les dirigeants de ces pays ne se désintéressent pas d'eux et

elles (services secrets de l'Italie fasciste pour les immigrants italiens, Église orthodoxe et anciens officiers de l'armée tsariste pour les Russes blancs, Église catholique pour les immigrants polonais...). Lors du congrès de la CGT, encore unifiée, en 1921, l'égalité salariale des travailleurs étrangers et français et la reconnaissance de leur droit à rejoindre un syndicat sont reconnues. En 1923, la CGTU met en place à Paris, un Bureau central de la main-d'œuvre étrangère (MOE) qui va essaimer dans les départements malgré l'opposition patronale (expulsion d'étrangers ayant participé aux grèves du textile à Roubaix en 1931 et annulations de naturalisations obtenues par la loi de 1927). La CGTU développe des journaux centraux en langue étrangère et subventionne des écoles franco-étrangères pour faciliter l'apprentissage de la langue. En 1932, la MOE devient MOI (Main-d'œuvre immigrée) où les immigrants sont regroupés par langues : Arméniens, Espagnols, Italiens, yiddishisants de plusieurs nationalités, Polonais, Hongrois... L'activité de la

MOI se développe dans la période du Front populaire (grèves, Brigades internationales en Espagne...).

Le 26 septembre 1939, par suite de l'approbation par le Parti Communiste du « Pacte germano-soviétique de non-agression », le gouvernement de la III<sup>e</sup> République décide sa dissolution ainsi que celles de toutes les structures – dont la MOI – qui lui sont liées. Dès lors, le PCF dissout s'organise et peut faire reparaître *L'Humanité* clandestine dès le 26 octobre 1939. La MOI, notamment sa section juive, va fournir de nombreux cadres à l'ensemble du mouvement à partir de juillet 1940. La résistance communiste et MOI à l'Occupant donne naissance dès le 6 juin 1940,

grâce au travail militant de Martha Desrumaux, à trois groupes de l'Organisation Spéciale de Combat (OSC) dans le département du Nord. Les premiers fusillés, Résistants pris par les Allemands, payent leur engagement dès le 4 juillet 1940 à Rouen. L'OSC s'organise en octobre 1940 à Paris et multiplie les actions, œuvrant en particulier à la grève des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais du 27 mai au 9 juin 1941 qui mobilise 100 000 mineurs, dont de nombreux Polonais, avant d'être durement réprimée (400 arrestations, 270 déportations, des exécutions). En octobre 1941,



Stèle des maquisards cévenols à Saint-Romans de Tousque.  
DR

la décision est prise de créer la structure des Francs-tireurs et partisans français (FTP-F) qui va, avec les résistants de la MOI, donner naissance à un cadre spécifique d'action : les FTP-MOI. Ces derniers mènent en région parisienne des actes de résistance importants sous la direction d'abord de Boris Olban puis de Missak Manouchian (arrêté en novembre 1943 par la police française et fusillé, avec 21 de ses camarades, le 19 février 1944 au Mont Valérien).

En Lozère, la Résistance étrangère s'organise dans des formations locales variées (réseaux, mouvements, maquis, groupes francs, Armée secrète puis Forces françaises libres). L'Armée secrète, organisée en décembre 1942 sous l'autorité de Gilbert de Chambrun, constitue le premier maquis lozérien au col de Bonnecombe, sur l'Aubrac, réunissant des antifascistes allemands menacés à Saint-Chély-d'Apcher. Otto Khune (député communiste au Reichstag jusqu'en 1933), Alfred Bucher, Werner Feiler, Karl Klausung et Willy Muller, sont ensuite rejoint par Louis Veylet qui déplace ce groupe, rejoint par des réfractaires du maquis de Crouzet-Vayrac, en Cévennes à l'automne 1943 à Solpéran puis à Ferrus. Ils participeront à de nombreux combats avec le maquis Bir-Hakeim, mais aussi au sein de la FTP-MOI en Cévennes en mai 1943. Ses survivants défilèrent à la tête des troupes résistantes lors de la libération de Nîmes. La résistance communiste, FTPF et FN, organisée par Charles Pantel et Jean Huc, mobilise aussi de nombreux étrangers, en particulier des mineurs cévenols, dans divers maquis (Figuerolles, Les Bouzèdes, puis la Vallée Longue) et sera en première ligne pour la libération des Cévennes

lozériennes lors des combats de Saint-Michel-de-Dèze (5 et 6 juin 1944). Après la création de l'Union de tous les Espagnols (UNE) en novembre 1942 à Toulouse, qui vise à combattre l'Occupant et Vichy, mais aussi à libérer l'Espagne du pouvoir franquiste et qui se rattacherait aux FTP-MOI, se développe en Lozère une brigade (la 15<sup>e</sup>, implantée à la ferme de Chevaniels, au Collet-de-Dèze) de guérilleros espagnols commandée par Cristino Garcia. Elle participe activement aux combats en Lozère (La Parade 28 mai 1944) et dans le Gard. Une autre brigade se rassemble en Cévennes autour de François Rouan (alias Montaigne), ex-brigadiste international. Montaigne donne son nom à sa brigade composée de résistants allemands, espagnols, polonais, et belges qui s'installe successivement dans plusieurs refuges (Bancillon, Flandre, Nozière, La Fare, Malzac, le Galabertès puis la Picharlerie) et participe activement aux combats de la Vallée Française (7 et 8 avril 1944). Cette organisation ne sera cependant

jamais rattachée aux FTP-MOI mais portera le nom de MOI en référence au mouvement ouvrier international. Enfin, la Résistance des étrangers en Lozère est aussi le fait de soldats arméniens de l'Ost Légion (cantonnée au lycée Chaptal à Mende) qui passent au maquis FFI de Haute Lozère entre début juillet et début août 1944. Ils intègrent ensuite le maquis FTP de la Loubière et formeront le 1<sup>er</sup> régiment des partisans soviétiques en France qui participera à la libération du Gard.



Sur la stèle de Saint-Romans de Touscou on peut lire de nombreux noms étrangers. DR

Hervé Fumel



## Nouvelles de l'association

■ **8 mars 2024.** À l'occasion de la **journée internationale du droit des femmes** Michèle Descolonges a écrit et lu un texte en hommage aux femmes



Dépôt des gerbes. Au second plan Christine Chapelle, présidente du CIDFF et Michèle Descolonges. DR

internées au camp de Rieucros mais aussi aux victimes des guerres d'aujourd'hui. Elle a ainsi rappelé que la domination du corps des femmes a été et est toujours un objectif de guerre. Malgré un temps pluvieux, l'assistance nombreuse a pu rendre hommage aux résistantes d'hier et d'aujourd'hui.

Le soir, l'association avait le plaisir d'accueillir **Hélène Leclerc**, maître de conférence en littérature et civilisation germaniques à l'Université de Toulouse, directrice du Centre de recherches et d'études germaniques (CREG). Sa conférence portait sur la place du camp de Rieucros dans l'écriture et la littérature de Lenka Reinerova. Ancienne internée tchécoslovaque de langue allemande, l'intellectuelle avait à plusieurs reprises évoqué son internement dans ses écrits.



Spectacle *Nous aurons la liberté*. De face, François Rascalou. Photo Anaïs Montes

■ **29 avril 2024.** C'est devant un public de collégiens et lycéens que les comédiens emmenés par François Rascalou ont donné, à la **Chapelle du lycée Chaptal, leur première représentation de *Nous aurons la Liberté***, une ode aux Républicains espagnols, à leur combat pour la liberté jusqu'à l'exil forcé de la Retirada et leur arri-

vée dans les camps français sur les plages pyrénéennes. Le spectacle alliait lectures, théâtre et danse, usant de vieilles couvertures marron comme symboles – tour à tour protections, montagnes, frontières ou réceptacles de la littérature sur la Retirada. Cette représentation destinée aux élèves du secondaire a été co-financée par notre association, les Cordées de la Réussite, et le Pass culture des différents établissements présents.

■ **30 avril 2024.** L'association co-accueillait ***Nous aurons la liberté à l'Espace des anges***, cette fois-ci en partenariat avec les Scènes Croisées et l'Office de la Culture. La représentation qui s'est jouée à guichet fermé a ravi les spectateurs de tout âge. Cette représentation aurait dû avoir lieu sur le site du Mémorial mais les conditions météo pluvieuses et froides en ont décidé autrement.

Ce même jour, 11 membres de **l'association clermontoise Amarres** (Association mémorielle auvergnate des réfugiés républicains espagnols), ont visité le Mémorial en compagnie d'Anne-Marie Artès-Savajol et de Gérard Clavel. Michel Tosquelles, fils de François Tosquelles, psychiatre à l'hôpital de Saint-Alban pendant la guerre, que le groupe voulait rencontrer après son passage à Saint-Alban, était présent, accompagné de Mireille Gauzy, il a pu répondre aux questions sur son père. Le groupe a ensuite assisté à la représentation théâtrale du soir à l'Espace des anges, *Nous aurons la liberté*.

■ **3 mai 2024. Arlette Baena et Angelita Bettini** ont retrouvé leurs lettres de noblesse grâce à Anne-Marie et à Gérard, qui ont planté dans le sol, de part et d'autre du départ du sentier qui monte au Rocher, des poteaux sur lesquels sont fixés leur hommage. Elles ont gagné de la hauteur et de la visibilité. Les textes et photos d'origine ont été fidèlement conservés.



Les nouveaux panneaux pour Arlette Baena et Angelita Bettini. Photo Anne-Marie Artès-Savajol

## Au Mémorial, des lycéens toujours plus nombreux

■ **11 mars 2024.** Visite des **lycéens espagnols de Gérone et des élèves de Terminale spécialité LLCE espagnol du lycée Chaptal** accompagnés par leurs professeurs Begoña Cortina, Cristina Garcia Molina, Florence Maissant et Anaïs Montes.



Des élèves espagnols venus de Gérone et mendois avec leurs professeurs. DR

■ **23 avril 2024.** Visite de **lycéens mendois et volterrans** au Mémorial. 53 lycéens de section professionnelle Cuisine et service du lycée Émile Peytavin sont venus accompagnés de leurs correspondants italiens de Volterra, de leurs professeurs Nathalie Pons et Carlos Rodriguez ainsi que Danielle Lasserre et Patrick Lescure. La lecture des textes d'internées par les jeunes italiens devant le Rocher sculpté a été un moment particulièrement émouvant. Ces élèves ont ensuite déposé un galet blanc avec leur nom, le texte lu ainsi qu'une banderole du drapeau italien.



Des élèves italiens et français prenant des notes sur les panneaux. Photo P. Lescure



Des élèves italiens et français, avec le professeur Carlos Rodriguez, accompagnés par Danielle Lasserre. Photo Nathalie Pons



La banderole, les textes et galets déposés par les élèves de Volterra. Photo Nathalie Pons

■ **3 juin 2024.** Visite d'**élèves de Seconde du lycée Notre-Dame**, section Métiers de la sécurité, avec leurs professeurs Estelle Sénéchal et Delphine Bizet, et accompagnés par Anaïs Montes. Cette visite marque le début d'un projet et d'une réflexion sur la question de la mémoire et de la défense qui trouvera son point d'orgue en classe de terminale avec la participation au Concours de la Résistance.

■ **6 juin 2024.** Florence Maissant, professeure d'espagnol au lycée Chaptal, a accompagné ses **élèves de première, spécialité LLCE espagnol**, en visite autonome. Cette sortie venait compléter une séquence de cours sur la Retirada ainsi qu'une visite au Mémorial du camp de Rivesaltes. Ce travail a pu les sensibiliser à l'importance de lutter contre l'oubli.

■ **Juin 2024.** En vue de l'accueil de plusieurs classes de lycéens Anaïs Montes aidée de Yanick Pépin a réalisé une **fiche d'activités pédagogiques** à compléter sur place, au Mémorial. Ce document à destination des collégiens et lycéens permet également aux bénévoles et aux enseignants qui le souhaitent d'avoir un support lors de la visite avec leurs élèves. Ce document est encore perfectible et évoluera au fil des visites et des retours des participants.

Yanick Pépin est professeur d'Histoire géographie au collège du Haut Gévaudan de Saint-Chély-d'Apcher, responsable du service éducatif des Archives Départementales de la Lozère et a fait son Mémoire de master sur le camp de Rieucros. L'association le remercie chaleureusement pour le temps consacré à cette collaboration.

Le prochain objectif sera de réaliser une fiche d'activité à l'attention des élèves de l'école primaire afin d'encourager la venue de ce public.

## À VOS AGENDAS !

■ **21 juillet 2024. Assemblée générale** de l'association à 14 h, 1 rue du Pré-Claux à Mende. Et à 17h, à la stèle, cérémonie à la mémoire des victimes des crimes racistes et antisémites de l'État français et d'hommage aux Justes de France. (Le changement de date a été décidé par la préfecture.).

■ **7 septembre 2024.**

**Forum des Associations** à Mende, où nous aurons un stand.

TCFIA (Tour cycliste féminin international de l'Ardèche), nous serons présents au départ à La Canourgue et à l'arrivée au Mont-Lozère.

■ **Novembre 2024.** Projection du documentaire *D'après Arnal, itinéraire d'un crayon rouge*, de Christophe Vindis.

Le site de l'association :  
<https://camp-rieucros.com>

